



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 25 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 11/06/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**SDPS**

(Sté des Dépôts Pétroliers de la Sarthe)  
ZI Sud - Case postale 80 387  
72000 Le Mans

**Références :** 2024-423  
**Code AIOT :** 0006301499

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement SDPS implanté ZI Sud rue de la Foucaudière 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SDPS
- ZI Sud rue de la Foucaudière 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

SDPS exploite un dépôt pétrolier comportant des installations de stockage et de chargement de camions.

**Thèmes de l'inspection :**

- Exercice Plan d'Opération Interne (POI)

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2007, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 28/03/2007, article 7.7.5.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 13 juin 2024 a consisté en la réalisation, de manière inopinée, d'un exercice incendie basé sur un scénario du Plan d'Opération Interne. Elle a permis de constater le bon fonctionnement des moyens incendie prévus et la bonne connaissance par les personnels des procédures d'urgence à mettre en œuvre. Par ailleurs, le plan des réseaux d'eau du site est à mettre à jour.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'opération interne (POI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2007, article 7.7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I. Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarios d'accident envisagés dans l'étude des dangers : il doit de plus planifier l'arrivée de tous renforts extérieurs situés à moins de 3 heures de délai d'acheminement. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement en cas de déclenchement du POI et disponible au bureau de réception et au poste de garde. [...]
<b>Constats :</b>  Un exercice POI inopiné a été déclenché dans la matinée du 13/06/24. Le scénario a porté sur un feu au niveau du poste de chargement de camion. Le détail du déroulé de l'exercice et des remarques associées est reporté en annexe confidentielle. En synthèse, les moyens matériels d'urgence (arrêt d'urgence, sirène, moyens incendie) ont fonctionné comme prévu. Les différents acteurs présents (chauffeur de camion, entreprises extérieures, personnels SDPS) ont connaissance des procédures à suivre en cas d'accident. L'exploitant dispose d'un contrat avec un prestataire pour la réalisation de prélèvements environnementaux en cas d'accident. L'exploitant dispose d'une version à jour du POI (septembre 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2007, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des</li></ul>

disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

Dans le cadre de l'examen de la gestion des eaux d'incendie, il a été constaté que les eaux du poste de chargement camion sont dirigées vers un poste de relevage équipé de deux pompes qui envoient, sur niveau haut, les effluents vers un bac de confinement de 700 m<sup>3</sup>, la vanne en sortie du poste de relevage en direction du décanteur primaire étant fermée automatiquement sur arrêt d'urgence du dépôt.

Les plans présentés ne sont pas à jour et ne sont pas cohérents avec le synoptique du système de commande du dépôt qui lui correspond à la réalité du terrain.

En particulier, la liaison entre le poste de relevage et le réservoir de confinement et certaines vannes ne sont pas figurées sur les plans.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre à jour son plan des réseaux. Il est par ailleurs recommandé que ce plan soit intégré au POI.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois